

# ÉCONOMIE

## ÉPREUVE COMMUNE : ORAL

**Antoine d'Autume et Arnaud Lefranc**

**Coefficient de l'épreuve : 2**

**Durée de préparation de l'épreuve : 1 heure**

**Durée de passage devant le jury : 30 minutes dont 15 minutes d'exposé et 15 minutes de questions**

**Type de sujets donnés : document**

**Modalités de tirage du sujet : un seul sujet**

**Liste des ouvrages généraux autorisés : aucun.** La calculatrice est autorisée et sera fournie par l'Ecole Normale Supérieure dans la salle de préparation.

**Liste des ouvrages spécifiques autorisés : aucun**

L'épreuve consiste en un commentaire de dossier documentaire avec préparation d'une heure et exposé d'un quart d'heure, suivi d'un quart d'heure de questions.

Les dossiers sont constitués principalement de tableaux de chiffres et de graphiques, mais peuvent aussi inclure des textes.

Il peut arriver que les tableaux et graphiques ne se contentent pas de fournir des données brutes mais présentent les résultats de simulations ou d'analyses empiriques plus élaborées, qui restent toutefois accessibles sans compétences techniques particulières. On n'attend pas alors que les candidats rendent compte de la méthodologie utilisée mais seulement qu'ils en aient saisi le sens général.

Les textes inclus dans les dossiers peuvent être des textes réglementaires, des analyses de politique économique, des extraits de rapports ou encore des textes à caractère théorique.

Il peut arriver que le sujet se réduise à un ensemble de textes. Ceci s'est produit cette année dans le cas d'un sujet portant sur les relations entre politique de la concurrence et politique industrielle.

Les textes – de même que les données chiffrées ou les graphiques – peuvent entraîner les candidats sur des terrains qui leur sont moins familiers. L'objectif n'est alors pas de vérifier des connaissances précises mais d'apprécier la réactivité et la capacité de réflexion des candidats face à un questionnement nouveau ou à des informations plus riches, comme celles que l'on peut trouver dans des rapports administratifs.

Le jury attend principalement des candidats qu'ils répondent à la question posée dans l'énoncé en développant un raisonnement argumenté s'appuyant sur un commentaire problématisé des documents. Le sujet invite toujours les candidats à une réflexion sur des enjeux concrets de politique économique. Le second objectif de l'épreuve est de vérifier que les candidats maîtrisent les concepts fondamentaux et les outils d'analyse de la discipline.

Dans l'ensemble les candidats ont répondu de façon satisfaisante à ces deux attentes et démontrent par ailleurs une bonne maîtrise formelle de l'exposé oral. L'impression se dégage d'une certaine homogénéisation des connaissances des candidats. Les confusions grossières ou les défauts caractérisés de perspective deviennent plus rares. Les oppositions entre écoles de pensée prennent une allure moins idéologique et moins caricaturale. Il faut presque rappeler qu'on a le droit d'opposer, de façon raisonnée, les analyses keynésienne et classique, quand le sujet y invite !

Toutefois, certains exposés manquent cruellement d'éléments d'analyse économique. D'autres sont très ternes, ce qui traduit souvent une difficulté à saisir les enjeux de la question posée. Il arrive aussi que les candidats distinguent mal – ou trop tard - le sujet précis qui leur est posé et plaquent alors une problématique qui permet difficilement d'en rendre compte. Ils se lancent alors dans des exposés trop généraux, s'appuyant trop visiblement sur des connaissances antérieures et exploitant de façon insuffisante les documents.

**Sujets :**

Les courbes de Phillips existent-elles encore ?

Pourquoi la baisse du chômage amorcée en 1997 ne s'est-elle pas poursuivie au-delà de 2001 ?

Le taux d'activité des jeunes dépend-il de la conjoncture économique ?

Quels sont les effets du salaire minimum sur l'emploi ?

Les dépenses publiques sont-elles soutenables ?

La détermination du prix du pétrole et les effets des taxes sur le prix, la production et le bien-être

Les effets de la réduction du temps de travail sur l'emploi et la productivité

Les effets de la protection de l'emploi : quels enseignements peut-on tirer d'une comparaison France-Danemark ?

Faut-il remettre en cause les politiques de la concurrence au nom de la politique industrielle ?

Pourquoi et comment réduire les émissions de gaz à effets de serre ?